

La Société de gestion Canada Hibernia

*Loi sur la protection des renseignements
personnels*

Rapport annuel au Parlement

Du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Table des matières

Introduction	3
Mandat et structure organisationnelle	3
Ordonnance de délégation de pouvoirs	4
Performance et points saillants du rapport statistique 2021-2022	4
Formation et sensibilisation	4
Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives	5
Sommaire des enjeux clés et des mesures prises à la suite de plaintes ou vérifications relatives à des plaintes	5
Suivi de conformité	5
Atteintes substantielles à la vie privée	5
Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée	5
Divulgaration dans l'intérêt public	5

Annexe A – Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Annexe B – Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Annexe C – Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (Lois révisées du Canada (1985), chapitre A-1) a été promulguée le 1^{er} juillet 1983. La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la « *Loi* ») confère aux particuliers un droit d'accès aux renseignements les concernant et qui sont détenus par les organismes fédéraux, également sous réserve de certaines exceptions précises et limitées. La *Loi* protège également la vie privée des particuliers en empêchant les tiers d'avoir accès à ces renseignements personnels, et permet aux particuliers d'exercer un contrôle substantiel sur la collecte et l'utilisation de ces renseignements.

La Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH » ou la « Société ») est devenue assujettie à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* le 1^{er} septembre 2007.

Le présent rapport annuel au Parlement sur l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* a été préparé et soumis au Parlement aux termes de l'article 72 de la *Loi*, et couvre la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022.

Mandat et structure organisationnelle

La Société a été constituée en 1993 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* pour administrer la participation du Canada dans le projet d'exploration et d'exploitation pétrolières et gazières.

La Société de gestion Canada Hibernia a le mandat de gérer et de maximiser la valeur de la participation du Canada dans le développement du projet extracôtier Hibernia. Son objectif premier est de mener toutes les activités d'exploration et d'exploitation pétrolières et gazières au mieux des intérêts du Canada, et ce, dans une perspective commerciale en vue de maximiser la valeur pour l'actionnaire.

La SGCH fait rapport au ministre des Finances par l'entremise de sa société mère, la CDEV. Elle est gérée par une équipe de professionnels du secteur situés à Calgary en Alberta.

La Société compte trois employés à temps partiel, ce qui comprend le président et chef de la direction, cinq employés à temps plein et un contractuel à temps partiel.

La Société a conclu une entente de services avec la CDEV, laquelle prévoit la prestation de services liés à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels (« AIPRP »). Deux employés à temps plein de la CDEV se consacrent à temps partiel à des activités liées à l'AIPRP pour la CDEV et ses filiales, à l'exclusion de CTM. Le service de l'AIPRP se compose du coordonnateur de l'AIPRP et d'un analyste. La CDEV retient les services de conseillers juridiques externes et de conseillers indépendants, au besoin.

Ordonnance de délégation de pouvoirs

L'ordonnance de délégation de pouvoirs (annexe « A ») est révisée et approuvée chaque année par le chef de l'organisme. Le pouvoir d'approuver ou de refuser la communication des renseignements ministériels, demandés en vertu de la *Loi*, a été partagé entre le chef de la direction et le coordonnateur de l'AIPRP de la CDEV.

Performance et points saillants du rapport statistique 2021-2022

L'annexe « B » présente un rapport statistique sommaire des demandes reçues en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022.

La Société a reçu deux nouvelles demandes officielles au cours de la période considérée et aucune demande n'a été reportée de l'exercice précédent. Les deux demandes ont toutes été réglées au plus tard le 31 mars 2022 et aucune demande n'a été reportée au prochain exercice.

Deux demandes officielles, soit 100 % de toutes les demandes, n'a donné lieu à aucune divulgation de documents.

Les deux demandes officielles ont toutes été réglées dans les délais prescrits, ce qui a donné lieu à un taux de conformité de 100 %. Les deux demandes ont été conclues dans un délai allant de un à quinze jours.

Aucune demande active de périodes précédentes n'est en suspens.

Aucune plainte active de périodes précédentes n'est en suspens.

Aucune consultation d'autres organismes n'a été effectuée au cours de la période considérée.

Les activités n'ont pas été perturbées par la COVID-19 au cours de la période considérée.

Il y a lieu de se reporter au Rapport statistique supplémentaire inclus dans le présent rapport.

Formation et sensibilisation

La direction de la CDEV rencontre les administrateurs de l'AIPRP pour discuter de demandes et de consultations précises, au besoin.

Les membres de la direction sont informés régulièrement de l'état des dossiers et des exigences en matière de production de rapports. Les sommaires des demandes officielles et informelles liées à l'AIPRP pour la CDEV et ses filiales sont présentés au conseil d'administration au moins une fois l'an.

Annexe A – Ordonnance de délégation de pouvoirs en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Annexe B – Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Annexe C – Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*